

Comme prévu, les accords contractuels avec l'Allemagne de Bonn et le traité d'armée européenne ont été signés. Au milieu de tant de commentaires passionnés et contraires et parfois contradictoires nous est-il permis de dire ceci : Dans la situation complexe et difficile où se trouve le monde et surtout l'Europe occidentale ces traités représentent ce qu'on pouvait faire de mieux. Et quelles que soient les réserves à formuler on ne peut que féliciter les auteurs de ce compromis laborieux, de leur patience, de leur courage et de leurs sens politique.

Qu'auraient fait à leur place ceux qui les critiquent ? En tous cas M. Schuman pour la France a utilisé au mieux les atouts qu'il possédait, M. Acheson et derrière lui le président Truman ont pour satisfaire la France donné tout ce qui était en leur pouvoir et que le Congrès pouvait accepter et M. Eden a mis toute la bonne volonté possible pour accorder à l'Europe ce que l'opinion britannique pouvait tolérer. Quant au Chancelier Adenauer dont la position était la plus dangereuse et la plus difficile on ne peut qu'admirer sa ténacité et son courage. Nous sommes peut-être les seuls à donner à ce travail monumental l'approbation chaleureuse qu'il mérite. A l'avenir comme toujours, de dire qui a eu raison. Nous verrons bien.

Une seule réserve que nous ayons déjà formulée souvent. Etait-il nécessaire de reconstituer une armée allemande de douze divisions ? On aurait épargné bien des difficultés en associant l'Allemagne occidentale à la défense commune par d'autres moyens. Une armée moderne a besoin de beaucoup plus de services que de combattants. Et l'on aurait trouvé pour cela assez de volontaires à encadrer dans des formations internationales. De plus, ce ne sont pas les divisions sur l'Elbe qui feront reculer les Russes s'ils étaient prêts à sauter le pas. Le point de vue des militaires américains est normal pour des militaires. Ils veulent le plus possible de soldats et les meilleures troupes. Mais les civils auxquels revient la décision auraient pu en juger autrement.

Pour ce qui concerne la France, elle obtient, quoiqu'on en dise, toutes les garanties souhaitées, du moins celles qui peuvent s'inscrire sur un papier. Un traité n'est jamais qu'une promesse que le changement des situations rend tôt au tard sans valeur ou sans objet. Mais lorsqu'on se rappelle que l'objectif constant de la politique française a été pendant près de quarante ans le démembrement de l'Allemagne quel traité plus que celui qui vient d'être signé a de chances de perpétuer l'actuelle coupure ? La Prusse d'un côté, les autres états Allemands dans le camp occidental, n'est-ce pas l'équivalent de ce qu'on a entendu réclamer par

les grands politiques du nationalisme intégral ? Que ce soit une solution idéale on en peut discuter. Mais voilà une situation qui n'est pas notre fait et qui peut devenir durable. Ce n'est pas, en tous cas, nous qu'il gêne, au contraire.

De là à dire que le traité de Bonn va créer en Europe une nouvelle Corée, il y a un grand pas. Les Russes vont achever d'organiser leur zone en état satellite cela a toujours été leur but et ne changera rien. Qu'ils l'utilisent pour mener la guerre des nerfs, on s'y attendait, le tout est de savoir s'ils oseront se servir des Allemands de l'Est, contre ceux de l'Ouest ; les risques sont tels qu'on en peut sérieusement douter.

### L'Indochine et l'Afrique du Nord.

La France met à profit la signature des accords de Bonn et de Paris pour presser les Etats-Unis sur les questions plus immédiates et plus importantes au fond, de l'Afrique du Nord et de l'Indochine. On ne sait encore rien du résultat de ces conversations. Mais il est faux de dire que sur ces deux points, l'attitude du Gouvernement de Washington est présentement hostile aux intérêts français. Les Etats-Unis ont — surtout après l'échec des pourparlers de Pan Mun Jon — un besoin essentiel de sauvegarder l'Asie du Sud-Est et il n'est pas douteux qu'ils mettront en œuvre tous les moyens dont ils peuvent moralement disposer. En Afrique du Nord, ils ne peuvent, sans doute, renier leur politique constante en prenant parti contre les arabes. Mais leur intérêt stratégique est en Tunisie comme en Egypte à la conciliation des antagonismes. Il ne leur est pas facile de s'entremettre, mais il n'est pas douteux qu'ils appuieront toute formule d'apaisement. Ce n'est pas affaire de sentiment, mais de bon sens.

### La guerre bactériologique.

L'affaire de la guerre bactériologique a fait l'objet de nombreux commentaires et successivement M. Lovett, secrétaire américain à la défense et le général Ridgway ont clairement dit que si les Soviets y mettaient tant d'insistance, c'est qu'ils avaient eux-mêmes l'intention de recourir à cette arme à l'occasion. Il y a plus de trois ans que nous attirons l'attention sur ce point. Une affiche d'ailleurs assez naïve sur nos murs, nous prévient que tolérer la guerre bactériologique en Corée, c'est accepter de la voir se répandre chez nous. Qui pourrait le faire ? Ce ne sont point les Américains qui dans ce cas s'infecteraient eux-mêmes. Alors ? D'ailleurs à la lumière des avis de techniciens, il ne semble pas que le danger soit insurmontable. Mais le mot seul entretient la peur et fait fléchir les nerfs. C'est pour les Soviets le but recherché.

### Les difficultés britanniques.

Les Anglais ont dû se résigner à abandonner toutes leurs entreprises en Chine. La reconnaissance du gouvernement de Mao Tse Tung qui a entretenu entre eux et les Américains une controverse si âpre n'a servi de rien. Quant aux promesses d'échanges commerciaux faites à la Conférence de Moscou on n'en voit toujours pas l'effet. Parmi les articles offerts par le bloc oriental figure en première ligne le bois de construction dont la pénurie est reconnue en U.R.S.S..

L'abandon des intérêts Anglais en Chine qui étaient, avant la première révolution si importante, laissera une perte de l'ordre de 300 de nos milliards, perte d'ailleurs déjà pratiquement inscrite dans le bilan britannique. La situation de la balance des paiements continue d'autre part d'être désappointante. Le déficit atteint à l'Union Européenne de paiements son plafond, à plus d'un milliard de dollars. Les économies prévues par les restrictions à l'importation n'ont pas donné les résultats escomptés et l'exportation se maintient à grand peine. Dans la balance la situation est peu changée ce qui n'est pas pour faciliter la tâche du Gouvernement conservateur.